

CENTRAFRIQUE: LES DAMNES DE LA TERRE

29 mai 2013 Par [joseph Akouissoune](#)

Ce ne sont plus seulement des bruits de bottes. Ce sont, désormais, les crépitements sinistres et incessants des AK47. Les roquettes qui déchirent la nuit. Des enfants-soldats drogués, armés et livrés à eux-mêmes. Des jeunes filles et des femmes violées. Des hommes égorgés. La découverte de charniers n'est pas à exclure. Ce sont les membres incontrôlés de la Séléka, transformés en brigands, qui terrorisent la population. Epouvantée, elle fuit en masse le pays pour se réfugier en R.D.C. Ce sont des journalistes menacés de mort. Ce sont des lieux de culte chrétien profanés ou incendiés. Une lettre ouverte a été adressée à l'Ambassadeur de France par l'Archevêque de Bangui. Elle fait état de l'indignation des religieux, qui dénoncent les brutalités subies par tous et la débâcle d'un pouvoir, établi à la suite d'un *pronunciamiento* et capable, *in fine*, de se transformer en dictature comme l'ont fait les pouvoirs précédents.

Dans le chaos créé par la débâcle, ce sont les pays musulmans du Golfe, peuplés d'aventuriers de tout poil peu recommandables, qui tirent les ficelles. Le Qatar vient d'acquérir 15% du pétrole du Congo voisin. Les Qatariens ont investi dans l'ombre un gouvernement provisoire centrafricain, sans gouvernance et sans autorité. Ils distribuent les prébendes et les chèques. N'ont-ils pas financé et armé la Séléka ?

Il faudra, un jour, expliquer aux Centrafricains les raisons profondes de leur descente aux enfers. Personne n'ose les évoquer ouvertement. Mais, aujourd'hui, il faut le dire : la République Centrafricaine n'est plus une Nation véritablement souveraine. Gouvernement pris en otage. Manque de moyens financiers, alors que le pays est potentiellement riche. Désorganisation de l'administration. Système éducatif depuis longtemps en panne. Hôpitaux devenus des mouiroirs. Insécurité endémique...La liste serait longue. La République Centrafricaine ressemble à un bateau fantôme, voguant vers un destin incertain. L'U. A. (l'Union Africaine) vient de mettre le pays en quarantaine, comme s'il s'agissait d'un pestiféré. La presse internationale - particulièrement la presse française - préfère s'inquiéter de l'entrisme du Qatar dans l'Hexagone, plutôt que d'évoquer les menaces qu'il fait peser sur la République Centrafricaine.

Tout démontre que la Centrafrique et ses responsables sont - ou sont devenus - incompetents. Dans ces conditions, la remise sur pied du pays se révèle presque impossible. La responsabilité du chaos n'incombe pas au peuple centrafricain, qui est, en fait, la victime des outrages infligés par des gouvernants successifs, préoccupés essentiellement par leur propre enrichissement. Mais rien n'est perdu. Seulement, l'urgence commande aux Centrafricains d'avoir le courage d'envisager des solutions douloureuses, la mort dans l'âme.

Sauver un pays, ancienne colonie devenue indépendante, soulève des problèmes majeurs. Pourrait-on, dans un premier temps, envisager de placer la Centrafrique sous tutelle de l'Union Africaine et des Nations-Unies ? Ce positionnement provisoire permettrait, en effet, de redresser le pays. De mettre fin aux gabegies qui saignent la population centrafricaine depuis l'aube des indépendances. De mettre en place, le plus rapidement possible, une gouvernance digne de ce nom. D'organiser des contre-pouvoirs issus de la société civile. D'associer toute la population aux décisions qui fixent son destin. De faire appel à la Diaspora centrafricaine, pétrie de savoirs. Beaucoup de Centrafricains expatriés sont des binationaux, souvent retraités, qui ne demandent qu'à mettre leur expérience au service de leurs compatriotes. A l'abri du besoin grâce à leur pension, dénués de toute ambition d'enrichissement, ils pourraient apporter beaucoup à leur pays d'origine.

Il serait alors possible d'organiser des élections loyales et démocratiques. De permettre à tous de s'exprimer sans contrainte ni intimidation. D'appliquer mot à mot la Constitution initiée par le père fondateur de la République Centrafricaine : Barthélemy Boganda. De graver dans le marbre que toute modification de la Constitution relèverait de la seule volonté du peuple et non des gouvernants.

On

prévoit de constitutionaliser la liberté de la presse. De rendre inviolable le secret des sources d'informations. De protéger les journalistes. Car la démocratie d'un pays se mesure à l'aune de la liberté d'expression, dont les journalistes sont les « chiens de garde ».

Il faudrait donner sa place à la culture en général et à celle de la Centrafrique en particulier. Aider à l'essor du théâtre et des créations audiovisuelles. Une nation a besoin que sa culture vive et la représente. Or, la culture centrafricaine, son histoire, sa civilisation, demeurent quasiment inexplorées. Beaucoup de Centrafricains ignorent la bravoure de leurs ancêtres dans leur résistance à la colonisation. Beaucoup ne savent pas le rayonnement et la puissance des Empires Zandés, Nzakaras, Senoussis, M'banguis, Yakomas, Mandjas, Gbayas etc...Ce sont eux qui ont inventé une langue unique et unitaire : le sango, renforçant ainsi la cohésion de leur nation, avant que la pénétration brutale des colons européens n'assujettisse et ne déresponsabilise leurs populations. Nul doute que les conséquences de cet état de fait se font sentir dans le chaos actuel. L'enseignement de leur histoire aux Centrafricains leur permettrait de redevenir dignes et responsables, comme le furent leurs ancêtres. Ainsi, ils sauraient se dresser et barrer la route à tous les politicien qui seraient tentés de ruiner leur pays.

Une Commission Nationale de Transition (C.N.T) hétéroclite. Un président autoproclamé. Des « Fous de Dieu » financés et armés par des pétro-monarques en embuscade. Ajoutez à cela des dirigeants marionnettes impuissantes, et vous mesurez l'urgence de la mise sous tutelle de la République Centrafricaine. La responsabilité de l'Union Africaine et celle des Nations Unies sont fortement engagées. Si elles n'agissent pas maintenant, elles se rendront complices d'un drame annoncé. Peut-être même d'un crime contre l'humanité. Selon le dicton : « La politique est une eau trouble. Il y a ceux qui pêchent en eau trouble et ceux qui continuent à troubler l'eau du marigot... » Responsables centrafricains, quittez le marigot à l'eau trouble, pour un autre à l'eau claire ! Votre peuple n'en peut plus ! Réveillez-vous et revêtez les habits nobles de vos fiers ancêtres !

P.S : Lors des questions au Gouvernement, du 28/05/2013 à l'assemblée Nationale Française. Le Député de L'allier Gérard Charasse a enfin rompu l'indifférence face au chaos qui règne, en République Centrafricaine. Dans sa question, il s'est inquiété avec véhémence de la souffrance du peuple centrafricain. IL a stigmatisé l'insécurité, qu'un pouvoir local n'arrive pas à enrayer. Enfin, par la voix courageuse de cet élu de la République, le Centrafrique va devenir enfin une préoccupation française et internationale

A.De Kitiki (28 mai 2013)

Source : <http://blogs.mediapart.fr/blog/joseph-akouissonne/290513/centrafrique-les-damnes-de-la-terre>
Du 29 mai 2013